

## BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine

### 1. Guerre & affaires intérieures

**\*Guerre :** Fin octobre, un entrepôt de céréales a été détruit par une frappe russe dans l'oblast de Kharkiv (nord-est de l'Ukraine).

Mi-octobre, le vice Premier ministre pour la restauration de l'Ukraine, ministre des communautés et du développement des territoires, Alexis Kuleba, a expliqué que, sur les trois derniers mois, la Russie avait mené 60 attaques contre des ports ukrainiens, endommageant ou détruisant près de 300 infrastructures portuaires, 177 véhicules et 22 navires civils et blessant 79 civils.

Début octobre, une attaque de drones russes a touché le poste frontière d'Ismaïl, situé sur le Danube.

Mi-septembre, une attaque russe a visé un centre de stockage de céréales dans la région de Soumy (nord-est de l'Ukraine).

**\*Frappe sur Odessa :** Les ports d'Odessa continuent d'être régulièrement pris pour cible par l'armée russe, tuant et blessant des innocents, causant de nombreuses destructions d'infrastructures civils et gênant le commerce (l'activité portuaire étant suspendue lors des alertes aériennes).

En outre, depuis le début du mois de septembre 2024, on dénombre, à ce jour, six cas de navires ayant été touchés directement ou indirectement par des frappes russes :

(i) le 12 septembre, le navire vraquier *Aya*, battant pavillon de Saint-Christophe-et-Niévès et transportant des céréales ukrainiennes depuis Odessa vers l'Égypte, a été frappé, *a priori* de manière intentionnelle, à 55 km environ des côtes roumaines ;

(ii) le 20 septembre, le navire vraquier *Golden Lion*, battant pavillon d'Antigue-et-Barbude, a été touché, *a priori* de manière non-intentionnelle, lors d'une frappe du port d'Odessa ;

(iii) le 5 octobre, le navire vraquier *Paresa*, battant pavillon de Saint-Christophe-et-Niévès et transportant depuis Pivdenny du maïs à destination de l'Italie, a été frappé, *a priori* de manière intentionnelle ;

(iv) le 7 octobre, puis de nouveau le 15 octobre, le navire marchand *Optima*, battant pavillon des Palaos, a été touché, *a priori* de manière non-intentionnelle, lors de frappes du port d'Odessa ;

(v) le 8 octobre, le porte-conteneurs *Shui Spirit*, battant pavillon de Panama, transportant du maïs, a été touché, *a priori* de manière non-intentionnelle, lors de frappes du port de Tchernomorsk ;

(vi) le 14 octobre, le navire vraquier *NS Moon*, battant pavillon du Belize, a été touché, *a priori* de manière non-intentionnelle, lors de frappes du port d'Odessa.

A la suite de ses frappes, le gouvernement a déclaré qu'elles n'avaient pas affecté le commerce avec les ports d'Odessa. Il a annoncé, fin octobre, qu'il renforcerait la sécurité des ports et allait octroyer des fonds pour restaurer les infrastructures détruites (sans préciser toutefois les moyens alloués).

Si les coûts d'assurance ont fortement augmenté (+33%), ils sont restés moins élevés qu'en 2022 et ne remettent pas en cause la viabilité et, par conséquent, la poursuite du commerce maritime avec les ports d'Odessa.

**\*Pokrovsk :** Mi-octobre, le président d'Ukrmetallurgprom (l'association représentant les sidérurgistes ukrainiens), Alexandre Kalenkov expliquait que, la prise de la ville de Pokrovsk (ville de l'oblast de Donetsk, objectif stratégique de l'armée russe, qui est un centre industriel et logistique crucial) aurait des conséquences importantes pour l'industrie sidérurgique ukrainienne, qui pourrait voir encore ses capacités d'exportations et de production baisser. En effet, la dernière mine de charbon ayant la qualité nécessaire pour pouvoir faire du coke et la dernière usine de cokéfaction située en Ukraine non-occupée sont situées à Pokrovsk. Or, le coke étant un élément essentiel pour la production d'acier de Kryvyi Rih et Zaporijjia, une perte de Pokrovsk pourrait se traduire par une augmentation des importations ukrainiennes de coke, ce qui provoquera un renchérissement des coûts et une concurrence accrue avec les exportations ukrainiennes de céréales, tant pour le fret maritime extérieur (pour l'accès aux bateaux et aux terminaux des ports d'Odessa) que pour fret ferroviaire intérieur (pour l'accès aux locomotives et aux rails). Cette concurrence accrue des usages aura des conséquences sur les flux et sur les prix logistiques.

**\*Pollution des sols :** Mi-novembre, le ministère de l'économie a annoncé mener une réflexion sur la manière de rendre aux cultures les terrains pollués dans les territoires libérés. Mené sous l'égide de la FAO, en lien avec le ministère de l'agriculture et le ministère de l'environnement, ce chantier consiste notamment à

travailler à un cadre harmonisé d'analyse des sols pollués et à développer des recommandations pour les agriculteurs travaillant sur ce type de sols.

Fin octobre, l'entreprise de biotechnologie ukrainienne BTU et l'entreprise technologique japonaise Harada Corporation ont signé un protocole pour coopérer en matière de suivi, de restauration et de préservation de la fertilité des sols en Ukraine. Le mémorandum prévoit une coopération en matière d'évaluation, d'échanges d'information et de dissémination des pratiques les plus efficaces.

Mi-octobre, la Suisse et l'Ukraine ont organisé à Lausanne la *Ukraine Mine Action Conference UMAC2024*, à l'issue de laquelle a été adoptée le [Lausanne Call for Action](#). 53 États (dont la France) et 10 organisations internationales (dont la Commission européenne) y ont participé.

Fin septembre, la vice Premier ministre, ministre chargé de l'économie, Julia Svyrydenko (qui est chargé de la coordination de l'action du gouvernement en matière de déminage), a annoncé que l'agence nationale Demine Ukraine avait signé le premier contrat de déminage avec l'opérateur de déminage ukrainien Demining Services. Attribué par enchères inversées par la plate-forme de marchés publics ukrainienne Prozorro, ce contrat porte sur le déminage 86 ha, situés dans l'oblast de Mykolaïv (sud de l'Ukraine), pour 4,85 MUAH (soit 1,1 MEUR). En tout, 20 enchères, couvrant en tout 6 690 ha, sont prévues dans les mois à venir.

Mi-septembre, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a annoncé que, depuis début 2024, 200 000 ha de terres agricoles avaient été inspectés et rendus aux cultures.

**\*Occupation :** Mi-novembre, Volodymyr Ganja, directeur de l'entreprise agricole Syvach (qui cultive près 11 000 ha dans l'oblast de Kherson) a été condamné, par contumace, à 12 ans de prison pour avoir collaboré avec la Russie. Il a été reconnu coupable d'avoir proposé ses services à l'armée russe pour déployer des équipements militaires sur des terres gérées par son entreprise.

D'après le centre national de la résistance, fin octobre, la Russie a acheté 300 t de graines de tournesol cultivées dans l'oblast occupé de Louhansk pour l'exporter vers des pays africains.

Début octobre, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a déclaré que, en 2024, la Russie avait exporté plus de 180 000 t de céréales cultivées dans les territoires occupés via le port occupé de Marioupol.

Fin septembre, un responsable du bureau du procureur général déclarait que les vols de biens agricoles par la Russie représentaient, depuis le début de la guerre, plus de 30 Mrd UAH (soit environ 688 MEUR) de pertes pour l'Ukraine, rejoignant en cela un article du [Wall Street Journal](#), publié mi-septembre, selon lequel les ventes de produits agricoles issus de territoires ukrainiens occupés par la Russie auraient près d'1 Mrd USD.

**\*Énergie :** D'après la banque centrale d'Ukraine (NBU), les difficultés de recrutement croissantes qu'ont

rencontré les entreprises au troisième trimestre 2024 s'expliquent notamment par une émigration plus importante que prévue, qui serait elle-même principalement due à la dégradation de la situation énergétique. Ainsi, d'après les Nations unies, lors du 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 200 000 Ukrainiens ont émigré, notamment en raison de la dégradation de la situation énergétique, portant à 6,8 M le nombre de réfugiés ukrainiens.

D'après l'association ukrainienne des boulangers, l'augmentation du prix du pain de 5 à 10% en octobre, n'a pas suffi à couvrir les différentes hausses de coûts (notamment les coûts d'emballage, de logistique, du gaz et de l'électricité), consécutives à la crise énergétique. Le prix du pain pourrait donc encore augmenter de 10 à 15% en novembre.

Les autorités d'Odessa ont fait part du projet de relier les ports à de nouvelles unités de production électrique alimentées au gaz.

**\*Démographie :** Début octobre, la première vice-ministre de la politique sociale, Daria Martchak, a expliqué que, en 2040, l'Ukraine pourrait ne plus compter que 25 M d'habitants. Pour rappel, d'après les statistiques du gouvernement, la population est passée 52,2 M d'habitants en 1991 à 42 M en 2022. La guerre a accentué cette crise démographique : depuis le février 2022, le pays a connu d'une part, une chute de la natalité et, d'autre part, une émigration massive, auxquelles s'ajoutent les victimes de la guerre. D'après le gouvernement, en août 2023, sur les 36,3 M d'Ukrainiens, 31,5 M de personnes vivaient dans les territoires sous son contrôle.

**\*Mobilisation :** D'après la vice-Premier ministre et ministre de l'économie, Julia Svyrydenko, seules 960 000 dispenses de service militaire ont été autorisées, réfutant l'information selon laquelle il y aurait 1,5 M d'exemptés. Cette information viendrait en fait d'une erreur de décompte lors du lancement de l'application pour bénéficier d'une exemption

Fin octobre, le gouvernement a suspendu jusque mi-novembre le service permettant aux entreprises reconnues comme étant critiques pour l'économie ukrainienne de dispenser des employés de la mobilisation, afin de mener un audit des dispenses octroyées. Plusieurs associations professionnelles – dont l'*Ukrainian Business Council*, l'*European Business Association* et le forum agraire ukrainien (UAF, qui rassemble les principales organisations professionnelles agricoles ukrainiennes) – ont critiqué cette suspension. Début novembre, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a annoncé que, à la suite de l'audit, plusieurs paramètres permettant de déterminer si une entreprise est critique pour l'économie ukrainienne allaient être revus, afin de lutter contre les fraudes. Il a aussi précisé que les statuts expirant durant l'audit pourraient être prolongés par les entreprises concernées.

Début octobre, avec le soutien de l'USAID, le ministère pour les communautés et le développement des territoires a chargé l'ONG « fondation pour le développement institutionnel » de mettre en œuvre un

programme (lancé, dans un premier temps, dans quatre oblasts) pour former les femmes au permis poids lourd et leur permettre de conduire des camions ou des tracteurs, afin de pallier la pénurie de main d'œuvre consécutive à la mobilisation. 24 entreprises se sont portées volontaires, parmi lesquelles figurent notamment les *agroholdings* Kernel, MHP, Eridon, Vitagro et Agrarian System Technologies.

**\*Fiscalité :** Début octobre, la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) a approuvé la nouvelle loi fiscale, qui prévoit notamment une forte augmentation de plusieurs taxes, dont la taxe militaire et la taxe sur le revenu (le prélèvement total sur le revenu passant ainsi de 19,5% à 23%) et une taxe exceptionnelle sur les profits des institutions financières (50% pour 2024). D'après le président de la commission des finances de la Rada, Danylo Hetmantsev, cette réforme doit permettre de prélever 21 Mrd UAH en 2024 (soit 482 MEUR) et 141 Mrd UAH en 2025 (soit 3,2 Mrd EUR).

**\*Lutte contre la fraude fiscale :** A la suite de l'adoption début mai par la Rada de la loi pour lutter contre les fraudes fiscales à l'exportations, le gouvernement a adopté fin octobre les textes réglementaires nécessaires à son application. Ils prévoient notamment l'introduction d'un prix minimum, l'introduction d'une obligation d'enregistrement fiscal des exportateurs et la mise en place d'un échange automatique entre les services fiscaux, douaniers et monétaires. Les produits agricoles concernés sont les céréales (blé, seigle, orge, avoine, maïs), les oléagineux (soja, colza, tournesol – sous forme de graines, d'huile ou de tourteaux), le miel et les noix. Ces textes entreront en vigueur début décembre, jusqu'à la fin de la loi martiale.

Fin octobre, le bureau de la sécurité économique a mis en examen une entreprise de négoce pour fraude fiscale : la fraude consistait à ne pas enregistrer les céréales achetées, qui devaient être ensuite exportées vers l'UE. La fraude s'élèverait à 12,6 MUAH (soit 290 000 EUR).

Mi-octobre, le bureau de la sécurité économique a mis en examen un distillateur. La fraude consistait à prétendre produire non du bioéthanol mais un solvant organique, afin de ne pas être redevable des droits d'accises. Elle s'élèverait à 45 MUAH (soit 1 MEUR).

D'après le président de la commission des finances de la Rada, Danylo Hetmantsev, dans une entrevue donnée mi-octobre, l'économie informelle représenterait environ la moitié de l'économie ukrainienne ; dans certains secteurs, cette proportion atteindrait 60 à 70%.

**\*Lutte anti-corruption :** Début octobre, un ancien responsable de l'entreprise publique des céréales a été reconnu coupable et a été condamné à 10 ans de prison par la haute cour anti-corruption. Ses biens ont été confisqués. Le schéma, mis en place en 2014, consistait à vendre à prix réduit des céréales récoltées par l'entreprise à des intermédiaires qui, après l'avoir vendu au prix de marché, lui reversaient une rétro-commission. La fraude s'élèverait à 60 MUSD

Mi-octobre, une analyse de l'USAID et d'InfoSapiens a comparé des sondages relatifs à la corruption en

agriculture, menés en 2022 et 2024 auprès de plusieurs centaines de propriétaires ou locataires de terres agricoles. Si, en 2022, 26 % des sondés indiquaient avoir eu affaire à des problèmes de corruption lors de transactions foncières, cette part est passée à 17 % en 2023, et à 15 % en 2024. Toutefois, en ce qui concerne les productions animales, l'enquête indique une hausse, la part des sondés déclarant avoir été contraints étant passée de 19 % à 25 % en 2024.

**\*Grain from Ukraine :** Début novembre, le ministère des affaires étrangères a annoncé que, dans le cadre de l'initiative *Grain from Ukraine*, l'Ukraine avait livré 14 500 t de maïs au Malawi, annonçant une livraison supplémentaire de 5 000 t dans les semaines à venir. Il estime que cette livraison permettra de nourrir 1,6 M de personnes pendant un mois.

## 2. Production et politique agricoles

**\*Changement climatique :** D'après le centre ukrainien hydrométéorologique, le mois de septembre a été particulièrement sec (avec des précipitations qui, ayant atteint 50% de la valeur de référence, n'ont pas permis d'améliorer l'humidité des sols, déjà affectée par la sécheresse estivale) et chaud (20,7°C en moyenne ; soit 4,7°C de plus que la moyenne sur dix ans). La situation s'est améliorée en octobre, tout en confirmant cette tendance d'un automne plus sec (avec des précipitations atteignant 75% de la valeur de référence) et plus chaud (11,8°C en moyenne ; soit + 2,7°C que moyenne).

**\*Récolte 2023/2024 :** Le bureau d'étude *AgroHub* est revenu sur les différences existant entre ses prévisions de rentabilité pour la récolte 2023/2024 et les résultats financiers réels. En effet, alors qu'il prévoyait une rentabilité moyenne autour de 94 USD/ha, elle fut de 129 USD/ha. Il explique cette différence par le fait que les prix ont été plus élevés que ce qui était escompté (en particulier pour le maïs, le colza et le tournesol), notamment en raison de la stabilité de la nouvelle route commerciale par la mer Noire et d'une bonne adaptation des producteurs, qui ont donné la priorité à la réduction des coûts.

**\*Récolte 2024/2025 :** D'après le ministère de l'agriculture, mi-novembre, en tout, environ 71,4 Mt de céréales et d'oléo-protéagineux ont été récoltées (dont 52,1 Mt de céréales, 19,3 Mt d'oléagineux), ainsi qu'11,4 Mt de betteraves à sucre.

	Surface (Mha, 2024/2025)	Volume (Mt, 2024/2025)
Blé	4,9	22,4
Orge	1,41	5,6
Maïs	3,5	22,3
Pois	0,21	0,47
Millet	0,09	0,16
Sarrasins	0,09	0,13
Tournesol	4,8	10
Soja	2,6	5,9
Colza	1,3	3,5
Betteraves à sucre	0,24	11,4

**\*Semis d'automne 2024 :** D'après le ministère de l'agriculture, mi-novembre, les semis d'automne étaient quasiment terminés :

	Surface (ha, 2024/2025)
Blé d'hiver	4,4 M
Orge d'hiver	578 000
Seigle d'hiver	68 100
Colza d'hiver	1,8 M
<b>Total</b>	<b>6,9 M</b>

**\*Prévisions pour la récolte 2024/2025 :** Il n'y a finalement pas eu de baisse de récolte en blé, la campagne étant même meilleure que la précédente. Si la baisse de la récolte de maïs et de soja semble moins marquée que prévue, elle demeure importante pour le maïs (-4,8 Mt, soit -16% par rapport à l'année passée). De même, les prévisions de récolte de colza ont été fortement revues à la baisse. Ainsi, les nouvelles estimations du ministère et de l'UGA concordent davantage avec les estimations de l'USDA publiées mi-août et confirmées mi-novembre. Cette situation globalement plus favorable masque de fortes disparités régionales, le sud et l'est de l'Ukraine ayant beaucoup plus souffert de la sécheresse que le nord et l'ouest.

Production (Exportation)	2024/2025 (UGA)	2023/2024 (UGA)
Blé	22,1	21,9
	16,2	18,4
Orge	5,6	5,8
	2,5	2,5
Maïs	24,8	29,6
	19,5	29,3
Tournesol	12,8	14,2
	0,25 exportées,	0,3 exportées,
	12,5 transformées	13,5 transformées
Colza	3,8	4,5
	3,4	3,7
Soja	5,0	4,9
	4,6	3,0
Total	76,8	82,8
	46,9	57,5

**\*Agriculture biologique :** Fin septembre, l'Ukraine a organisé sa troisième journée de la bio (qui a lieu le même jour que dans l'UE), avec le soutien des programmes de coopération financés par les gouvernements fédéraux de la Suisse et de l'Allemagne. A cette occasion, les derniers chiffres de la bio en Ukraine ont été présentés : en 2023, 471 000 ha (soit 1,1% de la SAU) et 481 opérateurs (dont 383 agriculteurs) étaient certifiés selon les normes étatsuniennes et européennes.

**\*Sarrasin :** D'après le président de la confédération agraire ukrainienne, Léonid Kozatchenko, du fait des moindres surfaces semées en sarrasin, les prix, qui auraient déjà doublé en 2024, pourraient encore augmenter de 30% en 2025.

**\*Pomme de terre :** La situation du marché de la pomme de terre continue d'être suivie avec attention dans la presse et par le gouvernement. Pour rappel, du fait de la demande de l'armée, du manque de main d'œuvre dans les exploitations familiales et de la sécheresse estivale, l'assolement et le rendement en pomme de terre ont été réduits, alors que sa récolte fut rendue particulièrement difficile dans les sols secs et ne put effectivement commencer que fin septembre. Ainsi, d'après l'association ukrainienne des producteurs de pomme de terre, les pertes auraient atteint jusqu'à 30% résultant, d'après le ministère de l'agriculture, en une baisse de la récolte de 18% par rapport à l'année passée. Par conséquent, les prix domestiques ont fortement augmenté, entraînant une hausse des importations depuis la Pologne et la Lituanie en septembre. Cette pénurie s'inscrit dans un contexte où le manque d'énergie, qui risque d'atteindre un plus haut cet hiver du fait des frappes russes, fait craindre des difficultés de conservation et des pénuries en fruits et légumes.

**\*Bleuet :** Avec un accroissement annuel de plus de 20 % depuis cinq ans, l'Ukraine serait en train de devenir un des principaux exportateurs de myrtilles (bleuets).

**\*Chanvre :** A la suite de l'adoption de la loi du 21 décembre 2023 n°3528-IX autorisant sa culture, 8 000 ha de chanvre industriel pourraient être plantés en 2025.

**\*Pois :** En 2024, l'Ukraine a semé 212 000 ha de pois (soit + 40% par rapport à 2023), principalement dans les régions méridionales, pour une récolte de 465 000 t (soit un rendement de 2,19 t/ha en moyenne).

**\*Huiles végétales :** Fin septembre, l'association professionnelle Ukroliyprom a confirmé que l'Ukraine avait transformé 17,4 Mt d'oléagineux (14,6 Mt de tournesol, 1,6 Mt de soja et 1 Mt de colza) en 2023/2024, ce qui constitue un record.

**\*Huile de palme :** Début novembre, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a signé la loi, adoptée fin septembre, qui encadre l'usage de l'huile de palme en matière alimentaire (interdiction d'utilisation dans l'alimentation infantile et dans les produits laitiers traditionnels, obligation d'étiquetage, etc.).

**\*Sucre :** D'après l'association professionnelle Ukrtsukor, en 2023/2024, l'Ukraine a produit 1,8 Mt de sucre, dont 692 000 t ont été exportées, à 77% vers l'UE (en particulier l'Italie, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie).

Pour 2024/2025, le ministère de l'agriculture prévoit que la production atteigne 1,6 Mt (1,7 Mt pour Ukrtsukor) et les exportations près de 700 000 t (plus de 800 000 t pour Ukrtsukor).

D'après Ukrtsukor, sur les 258 000 ha de betteraves à sucres plantés cette année, 60% des surfaces sont liés à des sucreries, 40% sont cultivés par des agriculteurs indépendants.

**\*Apiculture :** Début novembre, le ministère de l'agriculture a annoncé lancer une expérimentation de notification, via le registre agraire de l'État (DAR), de travaux d'application de produits phytopharmaceutiques, à destination des apiculteurs.

**\*Fertilisants :** Mi-octobre, après avoir été contraint de suspendre ses activités en raison de frappes en août, le producteur de fertilisant azoté Rivneazot a annoncé reprendre sa production d'ammonitrate (40 000 t/mois), d'ammoniac (650 t/jour) et d'acide nitrique (1 000 t/jour).

**\*Nouveau ministre :** Dans plusieurs entrevues données à la presse, et lors de rencontres avec les différentes organisations professionnelles agricoles ukrainiennes, en octobre et en novembre, le nouveau ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a exposé ces priorités, que l'on pourrait résumer à :

- d'une part, développer l'agriculture ukrainienne (« Nous ne devons plus être une nation agricole, mais une nation agro-industrielle »), notamment en soutenant :

\* la compétitivité de l'agriculture ukrainienne, en maintenant ses avantages (estimant que le coût du travail en Ukraine par hectare cultivé est 2,3 fois moins élevés que dans les pays européens voisins), en développant les technologies et en « enlevant les obstacles bureaucratiques » ;

\* le développement de l'élevage, en particulier l'élevage bovin (le cheptel ukrainien serait passé de 28 M de têtes de bétail en 1991 à 2,3 M de têtes actuellement), l'élevage ovin (le cheptel ukrainien serait passé de 20 M de têtes de bétail en 1991 à 2 M de têtes actuellement) et l'élevage laitier (estimant pouvoir concurrencer la Nouvelle-Zélande), y compris avec des soutiens publics ;

\* la production de produits à haute valeur-ajoutée (citant notamment l'alimentation animale, les produits issus de la transformation du maïs, en particulier les acides aminés et le bioéthanol, le fructose et les produits utilisés dans la cosmétique ou la bioéconomie) ;

\* l'intensification de l'agriculture (« Le temps de l'agriculture extensive est passé. (...) Nous devons passer à des modèles intensifs »), notamment *via* le développement de l'irrigation (estimant à 1,5 Mha la surface de terres agricoles ayant besoin d'être irrigués) ;

\* les investissements (qui, d'après lui, atteindraient 9% du PIB en Ukraine, alors que la moyenne mondiale serait de 30%), en particulier grâce à des incitations fiscales ;

\* la conquête de nouveaux marchés à l'exportation et la montée en gamme des exportations, y compris en adoptant les normes de production européennes (expliquant qu'une tonne d'exportation agricole en Ukraine vaut en moyenne 309 USD, contre 1 650 USD en Pologne) ;

\* le soutien aux agriculteurs proches de la ligne de front.

- D'autre part, adhérer à l'Union européenne, répétant notamment :

\* que l'Ukraine permettra à l'UE de renforcer sa position à l'international (en devenant la 2<sup>nd</sup>e puissance agricole), sa souveraineté et sa sécurité alimentaires (en remplaçant les autres pays tiers qui fournissent des biens agricoles à l'UE, notamment la Russie, et en produisant des biens que l'UE ne produit pas en quantité suffisante, comme le colza, le soja ou le beurre) ;

\* la nécessité de combattre la désinformation russe en rappelant la réalité de l'agriculture ukrainienne (par

exemple, en Ukraine, il y aurait, d'après V. Koval, 3,5 M de propriétaires terriens qui cultivent leurs terres et 30 000 entreprises agricoles (contre 9 000 en 1991), qui cultivent en moyenne 500 ha) ;

\* qu'il est nécessaire de reprendre les normes européennes (estimant que « toute l'agriculture ukrainienne a besoin de s'adapter » et que « lorsque l'on est dans une famille, il faut respecter les règles de la famille ») ;

\* que « le front le plus difficile dans nos interactions avec l'UE est celui en matière agricole » affirmant que l'adhésion ne doit pas se faire « aux dépens du potentiel des agriculteurs ukrainiens » et qu'il importe, dans ce processus « de ne pas perdre de vue l'intérêt national. Nous respecterons le droit de l'UE, mais (...) nous voulons que l'UE entende l'agriculteur ukrainien. Il importe (...) de leur expliquer que nous sommes des partenaires. » ;

\* que sa priorité est de « construire une relation commerciale avec l'UE sans quotas », expliquant que « les pays européens veulent acheter ukrainiens, car ce sont des produits de qualité, et les entreprises ukrainiennes veulent vendre en Europe, car c'est un marché permettant de vendre à des prix élevés ».

**\*Nominations :** Une nouvelle vice-ministre de l'agriculture, Oksana Osmachko, a été nommée début octobre. Chargée des relations internationales et de l'intégration européenne, elle remplace Markyian Dmytrasevich. Après avoir travaillé dans le privé, elle était adjointe du ministre lorsqu'il était directeur du fonds des propriétés de l'Etat.

Le vice-ministre de l'agriculture, Vitaliy Holovnya, a été remercié et a quitté ses fonctions début novembre.

**\*Budget 2025 :** Le projet de budget de l'Etat a été approuvé par le gouvernement début novembre et soumis à la Rada. Pour le secteur agricole, il prévoit notamment les dépenses suivantes :

- 4,8 MUAH (soit environ 110 000 EUR) pour le soutien aux petits agriculteurs (paiement à l'hectare ou à la tête de bétail) ;

- 200 MUAH (soit environ 4,6 MEUR) pour l'irrigation ;

- 5 MUAH (soit environ 115 000 EUR) d'aide sociale pour les fermes familiales ;

- 80 MUAH (soit environ 1,8 MEUR) de réserves pour l'octroi de prêt bonifiés à certains agriculteurs ;

- 1,37 Mrd UAH (soit environ 31,4 MEUR) de subventions, y compris pour le développement de l'élevage, de l'industrie agro-alimentaire, des serres et des vergers ;

- 1 Mrd UAH (soit environ 23 MEUR) pour soutenir le déminage des terres agricoles.

**\*Soutien au secteur agricole :** Dans un communiqué publié mi-novembre sur son site internet, le ministère de l'agriculture a annoncé « lancer une réelle politique de substitution aux importations dans le secteur de l'alimentation », expliquant avoir commencé à rédiger une feuille de route de réorientation de la commande publique en lien avec le cabinet des ministres (les services du Premier ministre). Le ministre y prend l'exemple des

poissons importés achetés par l'Etat (pour les rations militaires notamment) : d'après lui, ses achats se seraient élevés à 40 MUAH en 2024 (soit environ 900 000 EUR), alors qu'ils auraient pu être remplacés par des poissons élevés en Ukraine.

Après une première extension fin août, le ministère de l'économie a de nouveau étendu début novembre le champ de son programme « Made in Ukraine », mis en place en mars 2024, portant à 11 900 le nombre de machines et 138 le nombre d'entreprises ukrainiennes de machinisme agricole éligibles. Pour mémoire, ce programme consiste à compenser l'achat de certaines machines agricoles (25% du coût d'achat) si elles ont été fabriquées par des constructeurs ukrainiens. La compatibilité avec les règles de l'OMC de cette mesure n'est pas certaine

Avec le soutien du Canada, du Japon, de la fondation australienne Munderoo et de l'USAID, le ministère de l'agriculture a permis aux agriculteurs de déposer des demandes de subvention pour l'achat de silos bâche. Les demandeurs doivent justifier de l'exploitation d'un minimum de 50 hectares et d'un maximum de 10 000 hectares, dans les régions proches du front. 2 550 demandes ont été déposées.

**\*DAR :** Mi-septembre, le parlement ukrainien a voté la loi modernisant le registre agraire d'Etat (le DAR, lancé en août 2022 avec le soutien de l'UE). Elle clarifie son cadre juridique et financier, ainsi que son fonctionnement et étend les utilisateurs aux entreprises agroalimentaires et aux associations de gestion de l'irrigation. Son utilisation devient obligatoire dans certains cas (ex. versement de subvention), l'objectif étant qu'il devienne à terme l'unique interface entre l'Etat et agriculteurs. Elle a été signée mi-octobre par le président Zelensky. Mi-septembre, c'était près de 176 000 agriculteurs qui étaient enregistrés.

**\*Foncier agricole :** Fin septembre, alors que, entre juillet 2021 et juillet 2024, le prix des terres agricoles ukrainiennes est passé de 39 000 UAH/ha (soit environ 895 EUR) à 46 000 UAH/ha (soit environ 1 055 EUR et une augmentation de 18% en trois ans) le ministre ukrainien a déclaré dans un entretien que le prix des terres agricoles ukrainiennes pourrait encore augmenter de 20 %. Selon le ministre, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, près de 400 000 hectares ont changé de mains. Pour mémoire, la première phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021, autorisait les achats de terres, pour les personnes physiques ukrainiennes, dans la limite de 100 ha. La seconde phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, autorise les personnes morales ukrainiennes à acheter des terres dans la limite de 10 000 ha et supprime la limite d'achat de 100 ha pour les personnes physiques ukrainiennes.

**\*Irrigation :** Mi-octobre, le ministère de l'agriculture a annoncé le début des travaux de restauration du système d'irrigation de Suvorov, dans l'oblast d'Odessa (sud de l'Ukraine). 150 ha de terres en bénéficieront. Les travaux sont menés par une association d'utilisateurs, grâce à une subvention du programme USAID AGRO.

**\*Registre :** Mi-novembre, le ministère de l'agriculture a annoncé le lancement d'un registre électronique des entrepôts de céréales.

**\*Indications géographiques :** Fin octobre, à l'occasion du premier festival ukrainien des indications géographiques, le ministre de l'agriculture a appelé à développer les IG ukrainiennes. Actuellement, 3 068 IG européennes sont protégées en Ukraine et 48 IG ukrainiennes existent.

**\*UAC :** Mi-septembre, l'UAC (le conseil agraire ukrainien, qui représente les entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille) et Ukrvinprom (une des associations professionnelles ukrainiennes de la vigne et du vin) ont signé un protocole pour renforcer leur coopération et fixer des objectifs communs pour des actions d'influence conjointes.

### 3. Commerce international agricole

**\*Point sur les exportations de céréales et d'oléagineux ukrainiennes :** Toutes routes commerciales confondues, l'Ukraine a exporté 4,6 Mt céréales et oléagineux en septembre 2024 et 6,01 Mt en octobre, malgré les frappes sur Odessa qui, outre les destructions directes qu'elles provoquent, bloquent le travail sur le port le temps que dure l'alerte (trois à six heures par jour).

Les tendances observées depuis la mise en place de la nouvelle route maritime ukrainienne en août 2023 se confirment, avec une baisse de 75% du flux de céréales et oléagineux passant par les ports du Danube entre le mois d'octobre 2023 (1,8 Mt) au mois d'octobre 2024 (495 000 t), même si ces flux demeureraient plus élevés que ceux avant-guerre (de l'ordre du double, d'après certains acteurs du marché).

**\*Exportations ukrainiennes :** D'après l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes), si, en 2021, l'UE représentait 28% de ses exportations agricoles en valeur (soit 7 Mrd USD), en 2023, cette part est montée à 57%, estimant que cette performance a été rendue possible grâce à la coopération avec l'UE, notamment avec la mise en place des corridors de solidarité et les mesures commerciales autonomes (ATM, qui suppriment les droits de douanes et quotas pour les importations européennes de produits ukrainiens).

**\*Nouvelle route maritime ukrainienne :** Entre l'ouverture de la nouvelle route maritime ukrainienne en août 2023 et octobre 2024, l'Ukraine a exporté 79,1 Mt de marchandises, dont 52,7 Mt de biens agricoles, par 2 900 navires se rendant dans 46 pays.

**\*Conteneurs :** Début novembre, l'armateur allemand Hapag-Lloyd a annoncé le lancement effectif de son service de transport de conteneurs à destination et en provenance des ports d'Odessa. Fin octobre, l'armateur danois Maersk a fait part du lancement d'une nouvelle ligne hebdomadaire de *feeder* (des porte-conteneurs de petite taille) entre le port de Tchernomorsk et celui de Port-Saïd (Égypte).

**\*Danube :** Début novembre, une nouvelle pilotine financée par l'USAID a été mise en service dans un des ports ukrainiens du Danube.

**\*Port de Bilhorod-Dnistrovskiy :** Début novembre, le port de Bilhorod-Dnistrovskiy (situé dans l'oblast d'Odessa, dans l'estuaire du Dniestr) a été privatisé, au bénéfice de l'entreprise Top-Off, à la suite d'une mise en aux enchères fructueuse (après douze tentatives). Le prix d'acquisition était de 108 MUAH (soit 2,5 MEUR).

**\*Sucre :** Dans une entrevue à [Agroportal.ua publiée début novembre](#), la présidente par intérim de l'association des producteurs de sucre ukrainiens, Ukrtsukor, Yana Kavouchevska, a expliqué prévoir que le régime des ATM sera étendu jusqu'à la fin de l'année 2025, ce qui, d'après elle, signifiera que les exportateurs ukrainiens bénéficieront en tout d'un quota de 262 000 t de sucre pour l'année 2025 calendaire.

Elle a rapporté que l'association demande un quota de 500 000 t pour l'après ATM, arguant entre autres que la Serbie, en tant que pays candidat à l'adhésion, bénéficie d'un quota de 119 000 t. En raison des droits de douanes élevés, elle a également expliqué étudier la possibilité d'exporter du sucre vers l'UE sous le régime douanier de perfectionnement actif (i.e. importer du sucre dans l'UE pour la fabrication d'un produit exporté hors UE).

Elle a affirmé également ne pas vouloir entrer en compétition avec les producteurs européens mais avec les autres importateurs (partageant être satisfaite de voir les agriculteurs européens soulever la question de la déforestation avec le Mercosur).

Afin d'éviter un afflux trop important de sucre au début d'année et ses effets indésirables (elle reconnaît que, en 2022/2023, des entreprises ukrainiennes ont ciblé des pays voisins, causant une chute des prix à certains endroits), elle souhaite également que le ministère de l'agriculture ukrainien distribue des quotas d'exportations entre les sucriers ukrainiens, en fonction de leur production.

Y. Kavouchevska y a également expliqué que l'Ukraine a déjà exporté du sucre pour la nouvelle saison 2024/2025, vers des destinations traditionnelles (Afrique du Nord et Moyen-Orient) et de nouveaux marchés (Sri Lanka, Indonésie), malgré les difficultés logistiques.

Plusieurs marchés d'exportation traditionnels d'Asie centrale n'étant plus accessible depuis février 2022, elle a enfin rapporté travailler avec le ministère de l'économie à l'ouverture de nouveaux marchés, sans droit de douane ni quota, pour les pays européens non membres de l'UE, citant l'exemple de la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la Suisse.

**\*Aide aux exportateurs :** Fin novembre, dans le cadre du conseil de coordination de la logistique agricole (présidé par le ministre de l'agriculture, il rassemble le service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), la banque centrale d'Ukraine (NBU), les douanes, les services fiscaux, le conglomérat ferroviaire Ukrzaliznytsia et les représentants professionnels), les possibilités de soutien public aux exportations ont été discutées.

**\*Politique commerciale :** Début novembre, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a annoncé

travailler avec 60 pays afin d'ouvrir 240 en tout nouveaux marchés à l'exportation dans les cinq années à venir.

#### 4. Affaires européennes

**\*Adhésion à l'UE :** La presse rapporte les propos du commissaire européen à l'élargissement, Oliver Varhelyi, qui déclarait fin octobre que l'Ukraine pourrait rejoindre l'UE fin 2029.

**\*Paquet élargissement 2024 :** Fin octobre, dans le cadre de sa communication sur la politique d'élargissement de l'UE, la Commission européenne a publié son rapport annuel sur l'Ukraine. Dans les chapitres techniques et de politique étrangère, la Commission y adopte un ton relativement neutre et objectif dans la description de la dynamique, qui devient prescriptif quant aux lacunes à combler et aux chantiers prioritaires à mener en conséquence.

**\*« Plan Ukraine » :** Fin octobre, le ministère de l'agriculture a lancé un programme pilote de FSDN (*Farm Sustainability Data Network*). Il prévoit d'étendre ce programme à l'ensemble du territoire en 2026.

**\*Tournée européenne :** Le nouveau ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a rencontré plusieurs de ses homologues européens. Début octobre, il inaugure son premier déplacement à l'étranger en rendant visite à son homologue allemand (présentant ses priorités et la volonté commune de contrer la propagande russe), puis son homologue polonais (affirmant sa volonté de coopérer), son homologue hongrois (promouvant notamment l'établissement de lien entre les professionnels des deux pays et le développement conjoint de projet industriel, d'exportation et de plate-forme logistique frontalière) et son homologue slovaque (avec lequel il a signé un mémorandum de coopération, qui prévoit notamment de renforcer les liens entre les professionnels des deux pays et de mener des actions de coopération en matière d'élevage, de sélection variétale et de développement commercial). Lors de la conférence ministérielle de l'OIV mi-octobre, outre notre ministre, il a rencontré le ministre du Portugal, de l'Espagne, de la Slovaquie et du Luxembourg. Il s'est ensuite rendu à Rome où il a rencontré son homologue italien (appelant à développer les relations commerciales entre les deux pays) ainsi que le directeur général de la FAO.

**\*Mesures commerciales autonomes de l'UE :** Début novembre, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a annoncé que son objectif était de s'assurer que les produits agricoles ukrainiennes puissent être exportés vers l'UE sans droit de douane ni quota.

**\*France :** Début octobre, la Rada a soutenu la ratification de l'accord intergouvernemental relatif à l'établissement et aux activités du groupe AFD (qui regroupe l'Agence française de développement, PROPARGO et Expertise France) en Ukraine.

**\*Danemark :** Après une première visite fin juin, une nouvelle délégation ukrainienne composée d'experts du ministère de l'agriculture, de la Rada et du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des

consommateurs (DPSS), a effectué, fin novembre, un voyage d'études au Danemark dans le cadre de leur coopération stratégique sectorielle en matière agricole.

**\*Suisse :** Le projet suisse d'assistance aux fermes laitières ukrainiennes, lancé en 2022, se poursuit : en 2024, 202 fermes (élevant moins de 100 vaches) ont reçu des produits d'hygiène. Depuis son lancement ce sont 446 fermes qui ont bénéficié de ce soutien, pour un montant de 4,8 M CHF (soit 4,1 MEUR).

**\*UCAB :** L'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes) poursuit activement ses démarches d'influence en Europe. Mi-octobre, à son initiative, le forum agraire ukrainien (UAF, qui rassemble les principales organisations professionnelles agricoles ukrainiennes) et le syndicat néerlandais LTO ont tenu une table ronde à Den Bosch sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. De même, début octobre, l'UCAB a participé au forum agraire austro-ukrainien et, a organisé, fin septembre, une table ronde à Bruxelles sur le commerce agro-alimentaire entre l'Ukraine et l'UE.

## 5. Affaires étrangères

**\*FIDA :** Fin octobre, l'Ukraine est officiellement devenue membre du fonds international pour le développement agricole.

**\*Afrique :** Fin octobre, le ministère de l'agriculture a organisé un forum agraire Ukraine-Afrique : les représentants de 21 pays africains (dont la Gambie, le Cap-Vert, la Guinée, le Rwanda, le Sierra Leone, le Sénégal, le Botswana, le Ghana l'Égypte), des organisations professionnelles agricoles et des représentants des différentes administrations y ont participé.

**\*Malaisie :** Mi-novembre, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a annoncé la poursuite des discussions avec les autorités malaisiennes pour pouvoir exporter des œufs et des ovoproduits, de la viande de volaille et des produits laitiers.

**\*USAID :** Fin octobre, l'USAID et le ministère de l'agriculture ont lancé un programme de fourniture de séchoirs à céréales mobiles pour les agriculteurs (cultivant entre 100 et 500 ha) proches de la ligne de front septentrionale (oblasts de Kharkiv, Soumy et Tchernihiv).

Début octobre, l'USAID avoir conclu neuf nouveaux partenariats avec des acteurs privés et publics (à savoir Crédit Agricole, Astarta-Kyiv, la *Development Finance Corporation*, l'*International Finance Corporation*, OTP Bank, Universalna Insurance Company et le *Department of State*) dans le cadre de son initiative pour la résilience de l'agriculture en Ukraine (AGRI-Ukraine). Elle estime à 1,75 Mrd USD le montant des investissements supplémentaires levés grâce à la conclusion de ces partenariats, ce qui porte à 2,26 Mrd USD le montant total d'investissements levés depuis son lancement en 2022.

Mi-septembre, l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes) a annoncé avoir bénéficié du programme du programme de l'USAID pour l'agriculture et le développement rural (USAID AGRO) pour le

lancement d'un centre de formation pour le stockage et la transformation des céréales et des oléagineux, afin de participer à pallier le manque de personnel dans le secteur.

## 6. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

**\*Kernel :** Kernel (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja) a annoncé fin octobre avoir contracté, auprès d'un syndicat de banques européennes, un prêt 150 MUSD, sous la forme d'un *pre-export finance (PXF)*, afin de financer ses besoins en fonds de roulement.

Fin octobre, l'entreprise a annoncé vendre l'un de ses navires acheté en 2023 en raison de la stabilisation de la situation à Odessa. Début novembre, elle a expliqué maintenir toutefois ses actifs dans le port de Reni afin de pouvoir disposer d'une solution de rechange en cas de dégradation de la situation dans les ports d'Odessa.

Fin octobre, l'entreprise a également annoncé avoir baissé les surfaces cultivées en tournesol de 44%, pour atteindre 67 000 ha, soit 19% de la surface cultivée contre 33% en 2022/2023. Cette part devrait encore baisser en 2025/2026, à 12%, avant de réaugmenter pour atteindre environ 25% les années suivantes. L'entreprise explique cette évolution par une rotation des cultures devenue d'autant plus nécessaire que les surfaces en tournesol avaient fortement augmenté en 2022/2023 (le tournesol étant la plante la moins risquée à cultiver à l'époque, compte tenu des incertitudes en mer Noire). A la place du tournesol, Kernel prévoit de semer blé, colza et soja.

**\*MHP :** Dans une entrevue donnée à *Forbes* début septembre, Youri Kociouk (proche de l'ancien président pro-européen Petro Porochenko), fondateur et PDG de MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a expliqué que, pour devenir une entreprise culinaire, son objectif était que les produits préparés ne représentent plus 20% mais 50% de son chiffre d'affaires. Il estime également que, dans 10 ans, la capitalisation de son entreprise dépassera les 10 Mrd USD (contre 440 MUSD actuellement) et que l'Ukraine représentera moins 50% de son chiffre d'affaires.

Fin septembre, Andri Bulakh, membre du conseil de surveillance de MHP expliquait que, depuis son entrée sur le marché croate en 2019 (à la suite du rachat du groupe slovène Perutnina Ptuj, implanté en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Slovénie), MHP avait investi 44,5 MEUR dans le pays et créé plus de 200 emplois. Il affirmait que MHP prévoyait de continuer d'investir dans le pays.

Fin septembre, MHP annonçait également prévoir, d'ici fin 2024, de terminer la construction de deux unités de production de biométhane et de lancer leur exploitation dès le mois de décembre. Ces unités pourraient à terme permettre d'exporter 35 Mm3 par an.

Mi-septembre, la SALIC (*Saudi Agricultural and Livestock Investment Company*, détenue par le fonds souverain saoudien) est entrée au capital de MHP, achetant 12,6 %



des actions de *l'agroholding*, cotée à la bourse de Londres. MHP a indiqué que cet investissement laissera majoritaire et en plein contrôle son propriétaire et dirigeant actuel. La SALIC a expliqué cet investissement par la stratégie saoudienne tendant à garantir sa sécurité alimentaire. En Ukraine, la SALIC est aussi le propriétaire de Continental Farmers Group (une des plus grandes *agroholdings*, qui cultive 195 000 ha de terres pour la production de céréales et d'oléagineux). Certains suggèrent que cet investissement marque la volonté du groupe MHP de se recentrer vers le Moyen-Orient aux dépens de l'Europe.

**\*Astarta :** Début octobre, la vice-Premier ministre et ministre de l'économie, Julia Svyrydenko, a annoncé qu'Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a signé un accord d'investissement : pour soutenir son investissement de 76 MEUR pour l'équipement de son usine de transformation de soja dans l'oblast Poltava, l'entreprise va bénéficier de mesures fiscales (exemption de TVA et de droits de douanes pour les nouveaux équipements et exemption de taxe sur les revenus – dans la limite de 30% du montant total de l'investissement).

**\*Nibulon :** Début novembre, Nibulon (qui cultive 51 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux principalement et qui a une activité dans l'armement de bateaux) a annoncé avoir modernisé son terminal céréalier portuaire de Mykolaïv pour qu'il puisse également charger des céréales sur des wagons et l'utiliser comme un entrepôt pour les cultures situées au sud de l'oblast de Mykolaïv (sud-est de l'Ukraine).

Fin septembre, l'entreprise a bénéficié d'une restructuration de sa dette auprès de la banque ukrainienne Sense Bank, à hauteur de 27,6 MUSD, ainsi que de plusieurs prêts, à hauteur de 20,3 MUSD, auprès de la banque ukrainienne Oschadbank, afin de restaurer son fonds de roulement.

**\*Agro-Region :** Fin octobre, Agro-Region (qui cultive 39 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a été racheté par NOVAAGRO (qui cultive 30 000 ha pour la production, la transformation (en huile ou en farine) et le négoce de céréales et d'oléagineux, ainsi que la production de viande de volaille ; le groupe produit également des fertilisants).

**\*Epicentr K :** Début novembre, Epicentr K (filiale de la chaîne d'hypermarchés ukrainienne, qui cultive 170 000 ha, principalement pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé vouloir investir dans un terminal portuaire.

**\*OKKO :** Fin octobre, le groupe Okko (distributeur de carburants ukrainien) a annoncé construire un élevateur d'une capacité de 60 000 t à côté de son usine de bioéthanol près de Ternopil (ouest de l'Ukraine). L'élevateur devrait être utilisable pour la campagne 2025/2026, l'usine devant commencer sa production au second semestre 2026. En tout, l'entreprise investirait ainsi 95 MUSD dans l'agriculture en 2024.

**\*Volailles :** D'après le magazine spécialisé étatsunien *WattPoultry*, en 2024, le premier producteur européen de viande de poulet (en nombre de volaille) était MHP (*cf. supra*) et le premier et le sixième producteur européen d'œufs (en nombre de poules pondeuses) étaient respectivement Avangardco et Ovostar.

**\*Produits laitiers :** D'après une étude d'Euromonitor international publiée fin septembre pour le journal en ligne ukrainien Liga.net, les deux premiers acteurs sur le marché ukrainien du yaourt et des laits fermentés sont les deux entreprises françaises Danone et Lactalis.

## 7. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

**\*Politique sanitaire :** Début novembre, le gouvernement a décidé de numériser une partie de ses services phytosanitaires, notamment quant à la gestion des quarantaines et au certificat phytosanitaire à l'exportation et à l'importation.

**\*Rage :** Début novembre, un cas de rage d'un animal domestique a été déclaré dans l'oblast de Tchernivtsi (ouest de l'Ukraine) et, fin octobre, un cas similaire a été déclaré dans la ville Kyïv. Fin septembre, un cas de chien errant avait été signalé dans l'oblast de Soumy (nord-est de l'Ukraine) et, mi-septembre, des cas chez un animal domestique et en faune sauvage avaient été signalés dans la région d'Ivano-Frankivsk (ouest de l'Ukraine).

**\*PPA :** La peste porcine africaine continue de se répandre dans les élevages, parfois sans que les services sanitaires n'en soient informés. D'après certains experts, le cheptel aurait déjà baissé de 20% depuis le début de l'année 2024. L'association des industries de la viande ukrainiennes déclarait mi-octobre que, sans solution vaccinale, 50 % du cheptel pourrait être perdu d'ici la fin de 2024 et que les pertes de chiffre d'affaires pourraient atteindre 1 Mrd EUR. Un débat agite la profession quant à l'opportunité d'utiliser ou non un vaccin vietnamien (les transformateurs y sont favorables, les éleveurs sont plus réservés).

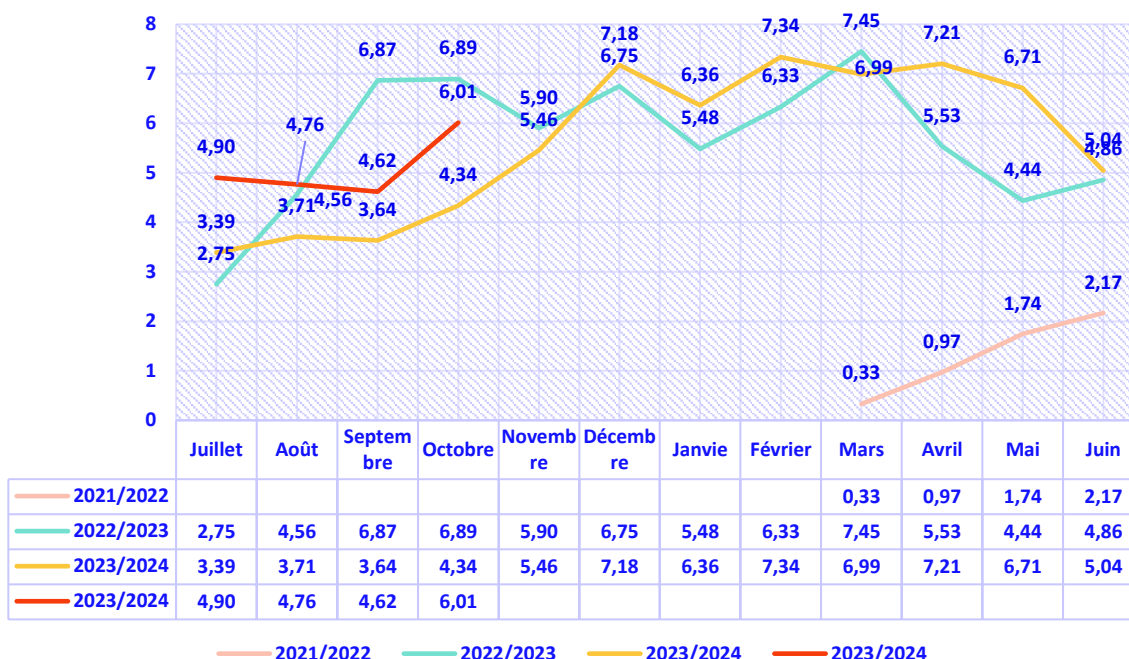
Mi-septembre et début novembre, dans l'oblast de Kirovohrad (centre-sud de l'Ukraine), un foyer de peste porcine africaine (PPA) a été déclaré dans une ferme et dans un élevage domestique. Fin octobre, dans l'oblast d'Odessa (sud de l'Ukraine), un foyer dans un élevage domestique a été déclaré. A la même période, un cas en faune sauvage a été découvert dans l'oblast de Jytomyr (centre-ouest de l'Ukraine) et, fin août, un cas dans des carcasses abandonnées a été découvert dans l'oblast de Mykolaïv (centre-est de l'Ukraine).

**\*IAHP :** Mi-octobre, un cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a été détecté dans la région de Kirovohrad (centre-sud de l'Ukraine), dans une basse-cour. Fin septembre, un cas d'IAHP a été signalé dans le zoo de Mykolaïv (centre-sud de l'Ukraine).

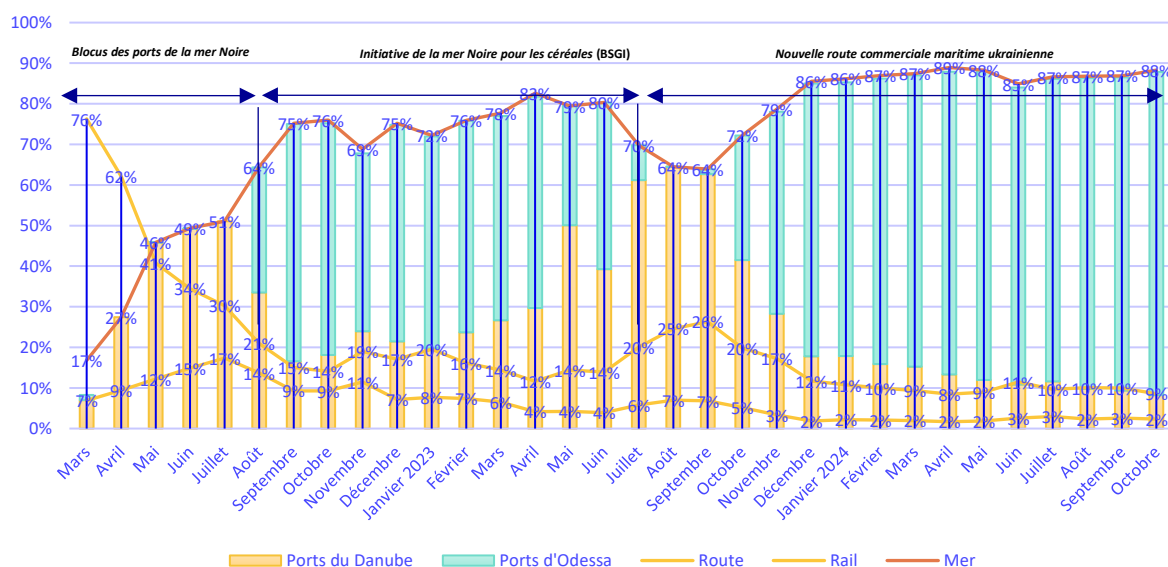
## 8. Moldavie

**\*Corridors de solidarité :** Début novembre, la délégation de l'UE à Chisinau a annoncé que l'UE allait investir 32 MEUR dans la restauration du corridor ferroviaire Nord-Sud en Moldavie.

### Exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux par mois depuis le début de la guerre (Mt)



### Utilisation des différentes routes commerciales pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux depuis le début de la guerre



Source : SE de Kyïv avec des données Soufflet négoce by InVivo

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

[jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SE de Kyïv